

AKTUELL

LUXLEAKS II

Dirty Business

Luc Caregari

La communication gouvernementale est désormais mieux rodée. Mais ça ne change rien à l'essentiel : le Luxembourg pratique bel et bien le dumping fiscal.

Trente-cinq nouvelles firmes et une cinquantaine de nouveaux documents. La deuxième partie des Luxleaks n'est certes pas aussi massive que les premières révélations de novembre ; pourtant, elle prouve une chose essentielle : le dumping fiscal est encouragé par tous les membres des « Big Four » - les boîtes de consulting PWC, E&Y, KPMG et Deloitte -, et celles-ci ont bel et bien un ou plusieurs lanceurs d'alerte qui ont transmis ces documents au consortium ICIJ.



La façon dont l'ICIJ a présenté les nouveaux leaks en dit aussi long sur son positionnement politique. Ce n'est pas un hasard si elle met l'accent sur deux des 35 firmes : Disney et Koch. Si pour le groupe de l'oncle Picsou, qui par le truchement d'une banque interne fondée au grand-duché réussit à ne payer que 0,28 pour cent de taxes, la mention peut paraître anecdotique, la mise en avant de Koch Industries l'est moins. Car le groupe Koch, deuxième entreprise à capitaux privés des Etats-Unis, c'est définitivement l'empire du mal. Cette multinationale, qui fait aussi bien dans le fuel que dans le papier ou l'aluminium, est connue outre-Atlantique pour son lobbying politique intense en faveur des républicains, et surtout de leur frange ultraconservatrice, les fous de Dieu et des flingues du Tea Party. Et cela par le biais de plusieurs « think tanks » comme « Americans for Pros-

perity » ou encore plus directement par le KochPAC, qui finance les campagnes de candidats conservateurs. Lorsque l'on sait que l'ICIJ est plutôt proche des réseaux démocrates, on comprend mieux pourquoi il n'a pu résister à exposer le fait qu'un de ses plus grands ennemis profite du dumping fiscal en Europe, et que celui-ci cache donc des milliards de dollars au fisc américain.

Contraire à l'intégration européenne

Mais revenons au Vieux Continent. Il devient de plus en plus difficile pour les dirigeants luxembourgeois, ainsi que pour le président de la Commission européenne, de nier l'évidence, à savoir qu'ils étaient tous bel et bien au courant de ces pratiques et qu'ils savaient tous qu'elles n'étaient pas casher. Sinon, comment expliquer le changement de ton, où l'on est passé du « tout légal » à « Le Luxembourg convient que la légitimité de certains mécanismes, conformes au droit applicable, peut être remise en question » ?

Essayer sérieusement de mettre fin à ce dumping fiscal, pas seulement au grand-duché, mais aussi en Europe et mieux encore au niveau de l'OCDE, serait la seule façon efficace d'arrêter le jeu des multinationales, pourtant la bataille n'est pas gagnée d'avance. Au contraire, le Parlement européen, qui pour la première fois de son existence a pu jouer un rôle primordial dans le choix du président de la Commission, n'est pas prêt à sacrifier Jean-Claude Juncker. Ce qui fait que d'ores et déjà les possibilités démocratiques pour restreindre le dumping fiscal sont verrouillées. Ainsi, les Verts européens, soutenus par la GUE (gauche), veulent ouvrir une commission d'enquête, alors que les députés du PPE (droite), du S&D (socio-démocrates) et de l'Alde (libéraux) préfèrent produire des rapports sur l'« équité fiscale ». Ce qui fait que l'initiative d'une vraie commission d'enquête n'est soutenue que par 140 sur les 188 députés nécessaires pour franchir la première étape. Une situation tout de même bizarre : alors que l'harmonisation européenne touche à presque tous les aspects du quotidien des Européens, la politique fiscale reste un tabou et donne aux Etats nationaux la priorité par rapport à l'Union européenne.

SHORT NEWS

Plurio.net appelle au secours

(lc) - La politique culturelle néfaste instaurée par Maggy Nagel fera bientôt une première victime concrète : le réseau de diffusion plurio.net. Partie intégrante de l'Agence luxembourgeoise d'action culturelle (Alac), ce service permet aux organisateurs luxembourgeois et de la Grande Région de diffuser gratuitement leurs événements sur un site spécialisé, et cela de façon relativement simple. Or, dans le budget prévu pour 2015, l'Alac perd 42 pour cent, soit 150.000 euros. Pire encore, la politique de communication à l'égard de l'Alac : au début, selon les dires de Maggy Nagel et de son premier fonctionnaire Bob Krieps - qui, ironie du sort, est le président du conseil d'administration de l'Alac -, cette coupe était destinée à faire disparaître un autre service proposé par l'agence, la billetterie nationale. Une fermeture qui mettrait en difficulté les centres culturels, qui devraient alors déboursier des frais supplémentaires alors qu'ils ne savent même pas combien rapporteront leurs futures conventions. Or, selon un communiqué de l'Alac, non seulement le ministère refuse de répondre à ses appels, mais son représentant à l'agence n'a même pas daigné se joindre à une réunion d'urgence début décembre. Ce qui fait craindre le pire. C'est pourquoi l'Alac a demandé à toutes les associations du réseau plurio.net d'écrire au ministère pour lui expliquer combien ce service est important.

Gentrifizierung mit dem Hammer

(avt) - In Differdingen, wo Claude Meisch einst als Bürgermeister waltete, errichtet er sich nun mit dem Rückhalt des Schöffengerates als Bildungsminister selbst ein Denkmal. Nun ist es amtlich: Hinter dem Terrain, wo in diesen Wochen ein großer Bagger den Hadir-Turm Stück für Stück abträgt, auf dem „plateau funiculaire“ entsteht eine Europaschule, die schon ab 2016 ihre Pforten öffnen soll. Der Nachwuchs hat hier die Wahl zwischen zwei Schulzweigen, Französisch oder Englisch und wird so fit für die Zukunft gemacht. Luxemburgisch ist selbstredend als Integrationspflicht Pflicht. Der Zeitgeist will, der Süden Deutschlands (Bayern) macht's ja gerade vor, nunmal Integration. In seiner Antwort auf die parlamentarische Anfrage der CSV-Abgeordneten Martine Hansen macht Meisch keinen Hohl daraus, wozu diese Europaschule letztlich dient. Nach Eröffnung der Universitätsgebäude in Belval und der Ansiedlung multinationaler Unternehmen in der Region, gelte es auch das Schulangebot attraktiv zu gestalten. Denn dies sei die Voraussetzung dafür, dass sich Unternehmen, ausländische Investoren und Wissenschaftler dort ansiedeln. Das aber ist: Gentrifizierung mit dem Hammer.

Privat instrumentalisiert par le Srel ?

(lc) - Les lectrices et les lecteurs du woxx ne l'auront peut-être pas vue, mais vendredi dernier le tabloïd luxembourgeois Privat a publié une correspondance électronique entre notre collègue du Paperjam Véronique Pujol et Jean-Claude Knebel, actuel consul général du Luxembourg à New York. Il y est question de luttes internes au sein de la direction de Cargolux, où Knebel figurait en tant que « member of the board » - notamment les affaires autour du rapport dit « Tsonga » et les accusations de corruption envers Knebel et l'alors ministre de l'Economie Jeannot Krecké, qui auraient laissé Cargolux violer l'embargo vers l'Iran en organisant un trafic illégal de cigarettes (woxx 1231). Le piquant dans l'affaire est que cet échange a été transmis apparemment par Knebel à André Kemmer, ex-agent du Srel, qui était en détachement au ministère de l'Economie. Pour la journaliste, la provenance de cette triple violation du secret professionnel, de la correspondance et de la vie privée ne fait aucun doute : ce serait André Kemmer qui aurait envoyé les messages en question à plusieurs rédactions, mais seul le Privat aurait mordu à l'hameçon. Reste à savoir si c'était vraiment l'ex-agent, ce qu'il nie, ou quelqu'un d'autre qui aurait eu accès à son ordinateur, saisi lors d'une perquisition liée aux affaires autour du Srel en janvier 2013.